



Anti-Personnel Mine Ban Convention Intersessional Meetings
18 June – 20 June 2024
Switzerland
Point 4 de l'ordre du jour

**Questions relatives au mandat du Comité sur le renforcement de la coopération
et de l'assistance**

Monsieur le Président,

Nous remercions le Comité pour le renforcement de la coopération et de l'assistance pour leur travail.

La Suisse aspire, à long terme, à un monde dans lequel les êtres humains pourront vivre à l'abri des risques liés aux mines et autres engins explosifs, et où un développement économique et social durable sera donc possible. C'est l'objectif prioritaire du plan d'action de lutte antimines de la Suisse pour la période 2023-2026.

En 2023, la Suisse a consacré quelque 35 millions de francs suisses pour le déminage humanitaire. Dans ce contexte, et en me référant aux questions directrices, je tiens à soulever trois points en particulier :

Premièrement, pour la Suisse, le développement des capacités nationales des pays affectés est un élément stratégique de son engagement depuis longtemps. Les prestations d'assistance doivent toujours associer les personnes affectées sur place dans la définition des actions à entreprendre et permettre aux responsables locaux de fixer eux-mêmes les priorités s'appuyant pour ce faire autour des mots clés : responsabilisation, appropriation nationale et localisation. Mon pays continue cet engagement en faveur du développement des capacités des pays affectés, y inclus dans son partenariat stratégique avec le Centre internationale de déminage humanitaire de Genève (ou CIDHG), qui soutient lui-même une cinquantaine d'Etats chaque année.

Deuxièmement, l'assistance de la Suisse s'appuie sur de multiples instruments ou voies et peut ainsi répondre à des besoins variés. La lutte contre les mines fait partie des programmes de coopération de la Suisse, en Colombie, au Cambodge, en Croatie et au Zimbabwe pour ne citer que quelques exemples. La mise en œuvre de ces projets se fait en collaboration étroite avec des organisations partenaires et les Etats affectés. En outre, la Suisse met à disposition des experts en déminage humanitaire des Forces armées en les déployant dans les programmes de déminage de l'ONU. Elle promeut également des cours de formation avec des partenaires tels que le CIDHG et des organisations de l'ONU. En 2023, la Suisse a soutenu directement 12 États en finançant des projets et en envoyant 14 experts dans six contextes différents.

Finalement, une bonne coordination des activités nationales et du soutien international est importante pour des résultats rapides et efficaces. Dans ce contexte, nous restons convaincus des possibilités offertes par l'approche individualisée. Nous nous félicitons qu'un certain nombre d'États parties ont déjà mis ce mécanisme à profit et nous encourageons d'autres à suivre cet exemple. Cet outil permet de mieux identifier les besoins sur le terrain et d'allouer des ressources de manière plus efficace. Par ailleurs, la Suisse continue de soutenir la coordination des donateurs – et des partenaires – dans des contextes où la contamination par des engins explosifs est particulièrement sévères, comme en Ukraine. Les 17 et 18 avril 2024, quelque 50 États et organisations se sont penchés, lors d'une réunion technique internationale organisée à Kiev, sur des mesures d'identification et de déminage des mines et des munitions non explosées. La réunion a été organisée conjointement par l'Ukraine et le CIDHG et sert de préparation pour la *Ukraine Mine Action Conference* qui se tiendra les 17 et 18 octobre 2024 à Lausanne.

Merci Monsieur le Président.